

# Congrès AFSP Paris 2013

## ST 25 : Hérité et compétition politique : le paradoxe de la transmission familiale du pouvoir politique dans les systèmes politiques concurrentiels

Ward VLOEBERGHES

Ecole de Gouvernance et d'Economie de Rabat

[wardvloeberghs@yahoo.com](mailto:wardvloeberghs@yahoo.com)

### **Dynamiques dynastiques : transmettre le pouvoir familial au Liban contemporain**

Même s'il devait ne pas aboutir à former un nouveau gouvernement, la nomination de Tammam Salam, fils d'un sextuple premier ministre, comme candidat premier ministre après la démission de Najib Miqati fin mars 2013, illustre la vivacité et l'influence persistante des dynasties politiques au Liban. C'est en effet à un moment critique où les répercussions de la crise syrienne pèsent de tout leur poids sur la vie politique libanaise que l'une des familles politiques beyrouthines les plus éminentes est appelé à l'aide afin de permettre aux politiciens libanais de trouver un consensus sous forme d'une équipe de transition devant préparer les élections législatives. Tammam Salam deviendrait ainsi premier ministre du Liban quarante ans après la fin du dernier mandat de son père.

A l'évidence, la société libanaise offre un cadre exceptionnellement riche à l'analyse du phénomène dynastique. Non seulement trouve-t-on au Liban, depuis son indépendance en 1943, plusieurs lignées politiques de deux générations au moins, le pays connaît aussi un nombre remarquable de dynasties politiques aux successions multiséculaires dont certaines dominent la scène depuis le 18<sup>ème</sup> siècle au moins.

Puisqu'il est impossible dans les confins de cet exercice d'analyser en détail toutes les dynasties politiques libanaises, je voudrais ici prendre appui sur le cas de la famille Salam et le contraster à un de ses principaux rivaux côté sunnite, à savoir la famille Hariri dont le pouvoir est nettement plus récent. Outre sa valeur d'actualité, la pertinence de ce choix réside dans la capacité de cette comparaison à mettre en exergue des stratégies récurrentes dans la lutte pour le pouvoir parmi les élites libanaises. Ce faisant, cette contribution vise à explorer la mise en place d'une dynastie familiale. Elle permet aussi de comprendre comment décline ou comment se maintient voire comment se réinvente une dynastie dans un système politique concurrentiel. La juxtaposition de ces deux cas précis informera, par ailleurs, une montée en généralité qui permettra de mieux mesurer et contextualiser la fréquence des dynasties politiques au Liban.

## *Partie I : la dynastie Salam*

Parmi les dynasties libanaises, la famille Salam occupe une place prépondérante. Résultante de trois générations de fils uniques, elle retrace ses aïeux jusqu'au XVIII<sup>ème</sup> siècle au moins et les membres de cette famille figurent parmi les notables sunnites les plus influents de Beyrouth depuis un siècle et demi. Respectée de part et d'autre du spectre politique à travers les âges, cette lignée prestigieuse continue à fasciner politistes et historiens tant en raison de sa résilience que de sa diversité. Analyser quelques-unes de ses péripéties revient à reconstituer les aléas de la société beyrouthine au fil des décennies. Avec cet avantage que l'histoire de la famille Salam coïncide largement avec les formidables transformations qui ont accompagné le développement d'un port de la Méditerranée orientale à celles de la capitale du Liban indépendant.

### *Les protagonistes*

C'est en effet lorsque la ville est en pleine expansion, dans le dernier quart du XIX<sup>ème</sup> siècle, que la famille s'installe sur la colline de Moussaytbeh à l'initiative de Ali Salam (1836-1885). Homme ouvert aux tendances occidentales et commerçant de gros en céréales de son métier, le personnage de Ali Salam est structurant pour la dynastie Salam. Bien que mort jeune, son exemple et héritage permettront à Salim (1868-1938), le cadet de ses trois fils, de faire une carrière remarquable, tant en affaires qu'en politique.<sup>1</sup>

Profitant des bases solides posées par son père, Salim prend la commande des affaires à l'âge de dix-sept ans et permet au destin de la famille de prendre son envol. Salim Salam occupera une série de fonctions influentes dont celles de président de la municipalité, président de la banque agricole, vice-président du tribunal de la Chambre de commerce, président de l'Association des Maqassid (i.e. les œuvres islamiques de bienfaisances) et député de Beyrouth au Parlement ottoman. Ses prises de positions courageuses pro-arabe vis-à-vis des occupants (d'abord ottomans, ensuite français) font de lui l'un des proéminents nationalistes libanais d'avant-garde. Entreprenant, lucide et accessible, il s'impose comme principal notable sunnite à la veille de la première guerre mondiale. Son charisme lui vaut une reconnaissance locale et un réseau international qu'il met au profit de ses ambitions et réformes à l'échelle de Beyrouth.<sup>2</sup>

Parmi sa nombreuse progéniture (neuf fils, trois filles), c'est Saëb (1905-2000) qui reprend le flambeau politique de la maison Salam. Si les deux très brefs mandats (en 1952 et 1953) comme premier ministre témoignent de son influence croissante, ils indiquent également que ce n'est qu'après, surtout à partir de la deuxième moitié des années 1950, que Saëb Salam s'impose comme *za'im* (leader communautaire traditionnel). Fidèle aux inclinaisons de son père, Saëb Salam se dresse comme dirigeant pro-nassériste opposée aux immiscions occidentales et s'érige en défenseur de l'unité arabe contre la présidence de Chamoun dans un contexte des profonds clivages nationaux culminants en 1958.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Voir : Kassir, *Histoire de Beyrouth*, Paris : Fayard, 2003, p. 243.

<sup>2</sup> Voir : Kamal Salibi, "Beirut under the Young Turks: as depicted in the political memoirs of Salim Ali Salam (1868-1938)" in J. Berque & D. Chevallier (dirs.), *Les arabes par leurs archives (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris: CNRS éditions, 1976, p. 193-216.

<sup>3</sup> Voir : Michael Johnson, "Factional Politics in Lebanon: The Case of the 'Islamic Society of Benevolent Intentions' (*al-maqâsid*) in Beirut" in *Middle Eastern Studies*, Vol.14, No.1 (Jan. 1978), p. 56-75.

Salam dirigera ensuite deux cabinets entre août 1960 et octobre 1961 et se manifeste depuis, avant tout, comme un homme politique particulièrement charismatique et habile. Ainsi, lorsque Fouad Chehab instrumentalise des alliés sunnites (le tripolite Rachid Karami sur le plan politique et le Mufti de la République sur le plan religieux) pour tenter de briser l'influence de Salam, ce dernier n'hésite pas à sacrifier ses soutiens égyptiens au profit d'un rapprochement de l'Arabie saoudite afin de bénéficier des pétrodollars indispensables au parrainage des œuvres caritatives. Poussant à bout son calcul politique il ira même jusqu'à se réconcilier avec Chamoun, toujours dans le souci de sécuriser son influence et sa propre survie politique. Pari gagné puisqu'il accède à nouveau au poste de premier ministre entre 1970 et 1973.<sup>4</sup>

Ayant conduit six équipes gouvernementales sous quatre présidents différents – B. Khoury, C. Chamoun, F. Chehab et S. Franjieh- Saëb Salam est également député beyrouthin de manière quasi continue pendant près d'un demi-siècle entre 1943 et 1992. Rentré au Liban en 1994 après un exil de neuf ans pour des raisons sécuritaires, Saëb Salam lègue à son fils aîné Tammam (né en 1945) un capital de soutien populaire considérable et une formation précieuse.<sup>5</sup>

Administrateur influent dans l'association des Maqassid depuis 1978, Tammam Salam profite du tremplin offert par son père dans un premier temps en contrôlant la puissante institution philanthropique Maqassid qu'il présidera de 1982 à 2000. Cette année marque une véritable rupture sur la scène politique sunnite –symbolisée par le décès de Saëb Salam et par l'écrasante victoire électorale du nouvel homme fort, Rafiq Hariri, alors engagé dans une lutte avec le président Lahoud et ses alliés.

Père de deux fils (Saëb et Faysal) et d'une fille (Tamima, qui est aussi le nom de sa mère – descendante de la famille Mardam Bey de Damas) tous trois issus de son union avec Rima Dandashi, Tammam Salam a épousé en secondes noces Lama Badreddine. Il est élu pour la première fois au parlement comme colistier de Rafiq Hariri en 1996 mais perd son siège de député en 2000 et ne se présente pas en 2005. Il réintègre l'hémicycle lors de la législature de 2009-2013 et, ayant indiqué préalablement son allégeance au camp du 14 mars, Tammam devient Ministre de la culture entre 2008 et 2009 dans le gouvernement qui résulte de l'accord de Doha. C'est là une première reconnaissance –longue attendue- au niveau national qui marque la réussite de la transmission familiale du pouvoir à une nouvelle génération –la quatrième pour la famille Salam.

Début 2013, les effets de l'enlisement de la crise syrienne au Liban –notamment l'implication d'acteurs libanais dans les hostilités- mettent à mal la politique de dissociation menée par le premier ministre Najib Miqati (sunnite de Tripoli) et poussent ce dernier à la sortie. Cet départ intervient suite à une querelle avec le Hezbollah et son principal allié chrétien au sein du camp du 8 mars sur la prolongation du mandat du commandant en chef des Forces de Sécurité Intérieures (FSI), Achraf Rifi, perçu comme trop proche du courant 14 mars. C'est alors que Tammam Salam, après une visite éclair à Ryad, est formellement investi par le président Michel Sleiman le 6 avril pour former un nouveau gouvernement.

---

<sup>4</sup> Voir : Michael Johnson, *Class and client in Beirut. The Sunni Muslim Community and the Lebanese State 1840-1985*, Ithaca Press, 1986.

<sup>5</sup> Voir: Nadim Shehadi, "Saib Salam" in *The Guardian*, [en ligne] publié 1 February 2000 [consulté le 25 mai 2013].

Bien que la désignation de Salam comme premier ministre ait été annoncée par Walid Jumblatt, lui-même descendant d'une prestigieuse famille politique druze et composante cruciale de la majorité, cela n'aurait pu se faire sans l'aval de l'ancien premier ministre Saad Hariri et de l'assentiment de la cour saoudienne. Il n'est d'ailleurs pas exclu que Jumblatt préfère initialement nommer un autre membre de la famille Salam, Nawaf Salam (représentant permanent du Liban auprès des Nations Unies depuis 2007) mais que Saad Hariri, initialement opposé à la nomination d'un Salam –son père ayant tout fait pour éliminer la concurrence d'autres leaders traditionnels sunnites à Beyrouth- ait insisté pour que soit nommé Tammam. Après tout, c'est lui (Hariri) qui avait fait offrir à Tammam le ministère de la Culture en 2008.

On constate donc que c'est dans une logique de risque calculée que Tammam Salam émerge comme figure consensuelle à une période où le Liban honore une fois de plus sa réputation de caisse de résonance dans une région marquée par des antagonismes profonds entre régimes chiites et contrepouvoirs sunnites. Pour Salam et sa famille, cette nomination est ressentie comme une véritable réhabilitation au plus haut niveau après une période de relative marginalisation au tournant du siècle. Il convient dès lors de s'interroger sur les moyens dont dispose une telle généalogie pour inspirer confiance en temps de crise –et pour perpétuer son emprise sur le pouvoir politique.

### *Les ressources*

Parmi les ressources dont a fait preuve la dynastie Salam au fil des décennies, on peut en distinguer quatre principales : alliances matrimoniales, progressisme et tolérance religieuse, intérêts d'affaires et domination du tissu associatif.

Tout d'abord, les stratégies d'alliances matrimoniales apparaissent comme à la fois élémentaires et indispensables dans la patrimonialisation du pouvoir des Salam. Lorsqu'au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, Ali Salam épouse Fatima Shatila, fille d'une des familles beyrouthine notable à l'époque, il s'allie indirectement à la famille d'Ahmad al-Agharr, le *naqib al-achraf* (syndic des descendants du prophète ; fonction hautement prestigieuse) puisque la sœur de Atkeh Jabr, la mère de Fatima était, selon Kassir, la femme d'al-Agharr.<sup>6</sup> Rien d'étonnant donc de constater que ces liaisons conjugales se répètent au niveau du fils d'Ali et Fatima puisque Salim Salam épouse Koulthoum Barbir, la petite-fille d'Ahmad al-Agharr à travers sa fille Anbara et Omar Barbir. Salim lui-même surveille les alliances de ses nombreux enfants et fait montre, ainsi, d'une certaine vision puisque ses enfants se marient avec de membres de familles renommées de Beyrouth (Tabbara, Beyhum, Ghoraib, Barra) mais également au-delà (Khalidi de Jerusalem, Mardam Bey de Damas), profitant ainsi de l'arrière-pays levantin comme d'un espace de libre échange arabe qui faut aussi réel pendant l'entre-deux-guerres qu'il est aujourd'hui méconnaissable et fragmenté.

Observation intéressante, Malik Salam (1917-2000) le frère cadet de Saëb, épousera Najwa Karami, la fille du notable Abdel Hamid Karami. Il devient ainsi le beau-frère de Rachid et Omar Karami qui, en tant que politiciens sunnites de Tripoli, comptent parmi les rivaux politiques de la famille, en particulier de Saëb Salam. Autre fait intéressant parmi les enfants de Salim Salam, Muhammad (1895-1958) et sa sœur Anbara (1897-1988) épousent tous deux des Khalidi de Jerusalem, respectivement Fatima et son frère Ahmad Khalidi. Mais l'imbrication des familles Salam et Khalidi se complexifie davantage. D'une part, lorsque la benjamine des descendants de Salim, Racha Salam (1920-2004) épouse l'intellectuel Walid

---

<sup>6</sup> Kassir, *Histoire de Beyrouth*, p. 244.

Khalidi,<sup>7</sup> fils issu du premier mariage du précité Ahmad Khalidi. D'autre part, cette alliance s'approfondie d'un degré encore lorsque la sœur de Walid Khalidi, Sulafa, épouse Assem Salam (1924-2012), un architecte respecté et petit-fils de Salim Salam à travers son fils aîné, Ali (1889-1961).<sup>8</sup>

Si ces unions témoignent de l'utilité des stratégies matrimoniales, elle illustrent également une ouverture d'esprit caractéristique de la dynastie Salam. Ce progressisme constitue d'ailleurs une seconde ressource politique dans la consolidation du pouvoir familial dans la mesure où elle permet de projeter d'elle-même une image résolument moderniste. Ainsi, l'on aime rappeler que Anbara Salam était la sinon l'une des premières musulmanes à se dévoiler en public, que son père l'avait envoyé à plusieurs reprises en Europe pour s'instruire et qu'il n'objecta pas à ce qu'elle soit photographiée en jupe avec le roi Faysal d'Irak en 1925.<sup>9</sup> L'autre composante de ce progressisme réside dans la tolérance religieuse. La solidarité transconfessionnelle des Salam se manifeste dès le temps d'Ali qui brave les réprobations de ses contemporains et place Salim dans un collège chrétien. Ce dernier, tout en observant les pratiques religieuses, cultive cette même attitude libérale vis-à-vis de la religion et insiste pour que des lettrés non musulmans dispensent leur savoir à ses propres enfants.

De son côté, Saëb insiste beaucoup sur l'unité nationale du Liban en dépit des multiples clivages communautaires et fait des liens intercommunautaires un élément central de son discours comme de sa pratique politique. Idem pour Tammam lorsqu'il décide de ne pas se présenter aux élections de 1992, partiellement en guise de solidarité avec le boycott des partis politiques chrétiens. Cette inclinaison d'inclusion invétérée et sagement réaffirmée continue aujourd'hui encore à séduire un public d'admirateurs qui va bien au-delà de la communauté sunnite. Sans doute est-ce une faiblesse aux yeux de certains extrémistes en période de crise lorsque les militants se crispent et les identités s'aiguisent mais il est fort probable que cette tradition constitue également un atout considérable qui a contribué à la désignation de Tammam Salam comme premier ministre dans le contexte miné de 2013.

Troisième élément majeur parmi les mécanismes de transmission du pouvoir au sein de la famille Salam, la participation dans le monde des affaires et le maintien d'intérêts économiques importants constituent des constantes. Comme bien d'autres familles notables au Liban, le pouvoir politique repose de façon non-négligeable sur des soubassements économiques plus ou moins robustes et renouvelables. Ceci explique aussi comment et pourquoi bien des familles libanaises fortunées ont systématiquement cherché à protéger leurs investissements à travers une représentation politique. C'est aussi le cas des Salam, quoique de manière moins prononcée que d'autres familles.

Le commerce en gros de céréales du patriarche Ali illustre, en effet, à quel point les origines de la dynastie Salam reposent sur des avoirs et un savoir-faire dans l'industrie agroalimentaire. Son fils Salim se manifeste comme négociant prospère qui a la fois diversifié et consolide ces activités. Au moment où Saëb arrive au pouvoir, il préside ce qui deviendra la Middle East Airlines qu'il a cofondé en 1945. En 1956, c'est son frère Abdallah (né en 1909) qui récupère le siège familial au sein du conseil d'administration, fonction qu'il occupera

---

<sup>7</sup> Voir : « Walid Khalidi 2010 Honorary Degree Recipient », publié le 26 juin 2010 [consulté le 25 mai 2013], URL : <http://www.aub.edu.lb/doctorates/recipients/2010/Pages/khalidi.aspx>.

<sup>8</sup> « Emouvantes obsèques pour Assem Salam à Beyrouth » in L'Orient le Jour [en ligne], publié le 6 novembre 2012 [consulté le 23 février 2013].

<sup>9</sup> Kassir, *Histoire de Beyrouth*, p. 245.

jusqu'en 1983.<sup>10</sup> Enfin, les ressources économiques et financières des Salam proviennent également de leur statut d'important propriétaires<sup>11</sup> foncier et terriens à Beyrouth, bien que la guerre et le processus de reconstruction aient sensiblement affectées ces revenus.

Le quatrième vecteur du pouvoir familial Salam nous fait remonter à 1909 au moins, lorsque Salim Salam accède à la présidence de l'Association des œuvres de bienfaisance islamiques, en bref l'Association des Maqassid. La famille parviendra à installer et maintenir son contrôle sur ce formidable organe d'influence politique pendant pratiquement un siècle entier.<sup>12</sup> Elle livre trois générations de présidents (Salim, Saëb, Tammam) et parvient ainsi à distribuer des services de proximité en mettant à profit ses moyens très considérables d'activités éducatives, de logement, de santé et d'autres œuvres sociales pour répondre aux innombrables sollicitations des citoyens et d'alliés. En optimisant ses investissements et la gestion du patrimoine mobilier et immobilier, l'Association des Maqassid constitue donc un puissant appareil de parrainage et de mécénat pour les Salam.<sup>13</sup>

Ces éléments de base, combinés avec un certain don apparemment atavique pour la communication politique permettent à la dynastie Salam de se forger un capital familial politique et non-politique souvent enviés par ses détracteurs. Malgré les différentes successions générationnelles, la famille a su non seulement limiter la dispersion du patrimoine familial mais elle est parvenue aussi à se réinventer. C'est à cet égard qu'il nous faut maintenant comparer les expériences de cette dynastie établie à une dynastie plus jeune.

## ***Partie II: la dynastie Hariri***

Bien qu'elle n'en soit qu'à sa deuxième génération, la dynastie Hariri importe du fait de sa domination du champ politique libanais de l'après-guerre, c'est-à-dire post 1990. En effet, différents membres de la famille ont participé au pouvoir politique au Liban de façon ininterrompue depuis la fin des hostilités. Que ce soit à travers des mandats de député parlementaire, de ministre, de premier ministre ou comme chef de l'opposition, la dynastie Hariri a cherché à s'installer dans la durée sur le théâtre libanais. Si son influence est inégale à travers les années et a diminuée depuis la disparition de son fondateur, il est serait préjudiciable d'en sous-estimer la pérennité.

### ***Les protagonistes***

Rafiq Hariri naît en novembre 1944 dans une famille modeste de Saida. Son père Bahaa Eddin, appauvri, se met à labourer champs et vergers afin d'entretenir ses trois enfants, Rafiq, Bahya et Walid (plus connu sous le nom de Shafiq). Rafiq (l'ainé) complète sa scolarité à l'aide d'une bourse des Maqassid de Saida et, après un passage écourté à l'Université arabe de Beyrouth, il s'expatrie en Arabie saoudite où, après plusieurs échecs professionnels, il crée une société de construction qui transforme son destin de façon exponentielle, notamment suite à l'exécution de chantiers dans des délais records pour le compte du roi Khalid.

---

<sup>10</sup> Entretien avec Nawaf Salam, Rabat, 7 mars 2013.

<sup>11</sup> R. H. Dekmejian, *Patterns of Political Leadership: Egypt, Israel, Lebanon*. Albany : SUNY Press, 1975, p. 5.

<sup>12</sup> Johnson, *Factional politics in Lebanon*, p. 62.

<sup>13</sup> Voir : Jakob Skovgaard-Petersen, "The Sunni Religious Scene in Beirut" in *Mediterranean Politics*, Vol. 3, No. 1 (Summer 1998), pp. 69-80. Cet auteur affirme que l'association avait beaucoup de biens immobilier dans le centre-ville de Beyrouth.

Fortune et réputation faite, Rafiq Hariri s'essaie, tout en poursuivant ses activités d'entrepreneur en bâtiment et en cultivant la confiance du palais royal saoudien, sur le terrain socio-politique de sa ville natale libanaise. Il finance les études supérieures de milliers de jeunes ainsi que la réhabilitation du patrimoine urbain. Elargissant systématiquement son influence à l'échelle locale, Hariri s'active aussi, graduellement, dans les affaires nationales et dans des tentatives de mettre une fin aux violences de la guerre au Liban.

Ayant contribué à la conclusion de l'Accord de Taëf, Rafiq Hariri vise désormais la conquête du pouvoir exécutif à Beyrouth mais mesure l'importance de la tutelle syrienne. Dès qu'il est nommé premier ministre pour la première fois, en 1992, il fait de la reconstruction de Beyrouth son dossier prioritaire et parvient à contrôler ce projet à travers la création d'une société de droit privé dans lequel il détient la position d'actionnaire incontournable. Hariri diversifie substantiellement ses participations dans d'autres domaines d'activités (médias, banque, BTP, télécom,...).<sup>14</sup> Malgré les heurts fréquents avec les autres membres de la troïka (président de la république et celui du parlement) il dirigera trois gouvernements d'affilée et tisse des alliances précieuses dans les capitales occidentales, en particulier Paris et Washington.

Contraint, fin 1998, de quitter le sérail, Hariri monte une campagne médiatique et électorale audacieuse qui résulte en un raz-de-marée inédit et qui, en 2000, le retourne au-devant de la scène comme le principal politicien sunnite. Il prendra la tête de deux cabinets successifs, jusqu'à sa démission en 2004 sur fond de désaccord autour de la prorogation, suite aux instructions de Damas, du mandat présidentiel d'Emile Lahoud. Lorsqu'il est assassiné le 14 février 2005, la tombe du « président martyr »<sup>15</sup> est aussitôt transformée forum politique à tel point que la région entière retient son souffle et que l'Onu lance une commission d'enquête qui aboutira sur la mise en place du Tribunal Spécial pour le Liban.

Se pose alors la question de la succession de Rafiq Hariri. L'une des personnes les plus en vue à cet instant-là est sa sœur Bahia, née en 1952. En tant que députée de la ville de Saida depuis 1992, Bahia Hariri a accompagné son frère dès ses premières initiatives dans le domaine public. Peu après l'assassinat de son frère, elle prononce un discours passionné au parlement qui contribue à la démission du Premier ministre (O. Karami) ce qui pousse certains observateurs à voir en elle une potentielle première ministre arabe. Elle-même écarte cependant rapidement cette piste, préférant poursuivre son action à partir du fief politique de Saida. En juillet 2008, elle entre au gouvernement comme Ministre de l'Éducation.

Pour sa part, le fils aîné de Rafiq Hariri, Bahaa ad-Din (né en 1967) semble l'héritier naturel à l'autorité politique de son père. Personnalité plus vive et flamboyante que son frère cadet Saad ad-Din, Bahaa représente la famille dans les tous premiers jours suivant la disparition du patriarche. Pourtant, le 20 avril 2005, la famille Hariri publie un communiqué à l'occasion du quarantième jour de deuil (*arba'in*) dans lequel elle annonce que ce sera son fils Saad ad-Din qui assumera la responsabilité historique et le leadership de toutes affaires nationales et d'ordre politique.

Ce choix semble le résultat de plusieurs considérations. D'abord, Bahaa indique assez vite sa volonté de se concentrer sur ses propres intérêts d'affaires et investissements à partir de Genève où il réside avec sa famille. Par ailleurs, plusieurs acteurs politiques consultés à ce

---

<sup>14</sup> Voir: René Naba, *Hariri. De père en fils*, Paris : L'Harmattan, 2009.

<sup>15</sup> Voir: W. Vloeberghs, « The making of a martyr. Forging Rafik Hariri's symbolic legacy » in A. Knudsen & M. Kerr (eds.), *Lebanon. After the Cedar Revolution*, London : Hurst, 2012, p. 163-181.

propos expriment une légère préférence pour Saad dont on connaît le caractère affable, raisonnable et dont on sait qu'il est bien vu par le Prince Héritier Abdullah qui accède au trône en août 2005. C'est aussi le cas de Walid Joumblatt (très écouté par les Hariri au moment de l'assassinat) sur la scène libanaise et du président français Jacques Chirac dont les liens avec la famille remontent à son passage à la mairie de Paris. Ensuite, sur le plan interne, Nazek Audi, la veuve de Rafiq Hariri, a son mot à dire. Ledit communiqué la confirme dans le rôle de responsable familial des activités philanthropiques lui conférant ainsi une fonction relativement influente dans la gestion de l'héritage de son mari.<sup>16</sup>

Il reste que c'est bien Saad Hariri qui s'installe comme véritable successeur politique de la dynastie Hariri. Né à Ryad le 18 avril 1970 comme dernier de trois garçons issus du premier mariage de Rafiq Hariri (avec Nida Boustani, dont Hariri se sépare lorsqu'il démarre sa carrière dans la péninsule arabique), il est très proche de Nazek et de sa tante Bahia. Eduqué à Paris (Palissy), à Washington (Georgetown) et à Ryad (où il siège au conseil du groupe Saudi Oger), il a lui-même trois enfants (deux fils, une fille) avec son épouse syro-saoudienne, Lara al-Azm.

Signe que la succession est un arrangement murement réfléchi et minutieusement préparé entre les différentes branches de la famille, Saad installe son cousin Nader Hariri (né en 1969), le fils aîné de Bahia comme son chef de cabinet.<sup>17</sup> Celui-ci agira aussi comme conseiller personnel de Saad et l'accompagnera dans toutes les rencontres d'importance stratégique. Par ailleurs, le deuxième fils de Bahia, Ahmad Hariri (né en 1982) sera nommé Secrétaire Général du Courant du Futur (*Tayyar al-Mustaqbal*), parti politique fondé par Rafiq Hariri en 1992, afin de lui tracer la voie vers une carrière d'envergure nationale. Ainsi, force est de constater que ce sont les fils de Bahia Hariri –plutôt que ceux de Nazek (qui a eue de son union avec Rafiq Hariri deux fils et une fille)- qui intègrent l'appareil politique de la dynastie afin d'en permettre la survie.

### ***Les ressources***

Tout comme dans le cas des Salam, l'émergence d'un pouvoir familial durable chez les Hariri est largement dû à un contrôle méthodique du tissu associatif dans la ville d'origine. Sans doute n'est-ce pas une coïncidence, Hariri ayant eu largement le temps de s'inspirer du modèle de réussite des Salam pour mettre à point son propre usage des ressources dont il entend profiter pour surpasser ses principaux concurrents, d'abord à Saïda, ensuite à Beyrouth. En effet, l'ascension de Hariri à Saïda est suffisamment documentée pour pouvoir la qualifier de piste de décollage à destination de la capitale.<sup>18</sup> Tout au long de ce parcours, plusieurs éléments familiaux réapparaissent.

Premier outil structurant pour la mise en place du pouvoir haririen : la Fondation islamique pour la culture et l'éducation supérieure établie à Saïda en 1979. Cette institution qui sert à Rafiq Hariri de cadre pour ses initiatives caritatives est à sa famille ce que l'Association des Maqassid est aux Salam. Ayant pour but déclaré de faire de l'éducation un moyen de développement pour la jeunesse libanaise, cette association à but non lucratif sera dirigée à

---

<sup>16</sup> W. Vloeberghs, « The Hariri Political Dynasty after the Arab Spring », in *Mediterranean Politics*, Vol. 17, Nr 2 (July 2012), p. 241-248.

<sup>17</sup> Ayant épousée son cousin paternel Mustapha Hariri, les enfants de Bahia portent également le nom Hariri.

<sup>18</sup> Emmanuel Bonne, *Vie publique, patronage et clientèle. Rafic Hariri à Saïda*, Beyrouth : CERMO, 1995 ; Hannes Baumann, « The ascent of Rafiq Hariri and Sunni philanthropy » in F. Mermier & S. Mervin (dirs.), *Leaders et partisans au Liban*, IFPO – Karthala, 2012, p. 81-106.



partir de 1983 par sa sœur Bahia.<sup>19</sup> Mis à part l'éducation et l'attribution de bourses d'études, l'organisation intervient aussi dans les services sociaux et dans les travaux d'infrastructure. Déjà de son vivant, la fondation deviendra la Fondation Hariri et, après sa mort, elle sera renommée Fondation Rafik Hariri et placée sous la supervision de sa veuve. Il est intéressant de noter que les Salam semblent à leur tour copier Hariri lorsqu'ils fondent, en 2001, la Fondation Saëb Salam pour la culture et l'éducation supérieure -présidée par Tammam.

Un deuxième élément essentiel parmi les ressources contribuant à la montée en puissance de Rafiq Hariri est son réseau d'alliances globales. Pour s'imposer sur la scène libanaise, Hariri a su adroitement exploiter la confiance que plaçait en lui la cour saoudienne –et en particulier Fahd bin Abdul Aziz (Prince héritier à partir de 1975, monarque de 1982 à 2005)- et ce en dépit des entrées qu'y avait aussi Saëb Salam. En le travaillant patiemment, cet appui permettra à Hariri de diminuer voire de récupérer les flux financiers saoudien en faveur de l'Association des Maqassid et, par conséquent, à déloger Saëb Salam comme principal *za'im* sunnite. En s'assurant du soutien du principal bailleur de fonds de la communauté sunnite et en y ajoutant l'amitié personnelle du principal allié historique de la communauté maronite, à savoir la France (à travers J. Chirac), Hariri s'était forgée une base très solide pour asseoir son influence au Liban.

A ceci, il faut ajouter un discours modéré en matières religieuse et confessionnelle. Découlant de façon assez naturelle de son caractère tolérant, de l'exemple des Salam et d'autres notables traditionnels libanais, Rafiq Hariri (dont l'exemple avoué est Riad al-Solh, lui aussi originaire de Saida) adopte également un positionnement qui serait celui de tout acteur rationnel en politique, à savoir centriste, capable de séduire autant cote chrétien que cote musulman mais tout en conservant une marge de profilage communautaire en cas de nécessité. Rien d'étonnant, donc, de constater que jusque-là les ressources de Hariri sont assez similaires à celles des Salam.

Le facteur discriminant qui distingue l'un de l'autre est la force de frappe financière incomparable de Hariri. Bien que, comme on l'a vu, les Salam pouvaient disposer de ressources pécuniaires considérables, les moyens déployés par le milliardaire Hariri viennent déséquilibrer la balance. La disparité entre lui et la quasi-totalité des autres acteurs dans le champ politique libanais est telle qu'il finit par s'imposer. Il obligera d'ailleurs ses concurrents futurs à participer à ce changement d'échelle, comme le prouvent, par exemple, les dépenses des campagnes électorales depuis 2000 ou encore la promotion de personnalités au profil semblable à Rafiq Hariri –homme d'affaires fortuné avec un réseau international et une assise communautaire mais sans extrémisme religieux- par ses opposants.<sup>20</sup> Ces innovations se produisent dans un contexte où les élites traditionnelles et les féodalités familiales de l'avant-guerre ont été mises à mal si pas remplacées par les seigneurs de la guerre qui prévalent lors de la signature de l'accord de Taëf et de la recomposition du champ politique qui s'ensuit.

Dans ces circonstances, il est à la fois relativement facile pour Hariri lui-même de se forger un amalgame d'alliés fidèles en quête de ressources et relativement difficile, pour ceux qui tentent de résister aux tentatives de ce nouvel acteur, de maintenir leur position. Comme l'a décrit Bonne, l'empire Hariri s'établit à travers un « clientélisme haut de gamme » où le

---

<sup>19</sup> Voir : <http://www.rhf.org.lb/>

<sup>20</sup> A ce sujet, voir: H. Baumann, « The New Contractor Bourgeoisie in Lebanese Politics : Hariri, Miqati and Fares » in A. Knudsen & M. Kerr (eds.), *Lebanon. After the Cedar Revolution*, London : Hurst, 2012, p. 125-144.

patron se contente de s'assurer du soutien d'une clientèle d'élite clé qui commande des réseaux subalternes.<sup>21</sup> Ce mécanisme a permis à Hariri de briser la position dominante de leaders traditionnels à Saida (Saad, Bizri) comme à Beyrouth (Salam, Daouq).

Un dernier maillon significatif dans le *modus operandi* de la dynastie Hariri naissante réside dans sa capacité à manipuler le registre du capital symbolique. Sa maîtrise du patrimoine urbain et de l'urbanisme comme instrument de pouvoir s'illustre non seulement à travers l'accaparement du projet de reconstruction de Beyrouth mais également à travers une série d'initiatives plus subtiles. Tout d'abord, à Saida, ensuite à Beyrouth.

Ainsi, la conquête symbolique de la ville de Saida est complétée par l'inauguration posthume d'une grande mosquée, dédiée à la mémoire de Bahaa Eddin, père de Rafiq Hariri, à l'entrée de la ville tandis qu'une mosquée plus modeste avait déjà marquée la disparition de sa mère. Dans une veine plus ambitieuse encore, et avec une référence implicite vers des projets 'royalistes' comme en Jordanie (mosquées du roi Abdallah I ou celle du roi Hussein) ou au Maroc (mosquée Hassan II), Rafiq Hariri finance aussi la construction –longuement anticipée– de la mosquée Mohammed al-Amine sur la place des martyrs de Beyrouth. Inachevée au moment de sa mort, ce lieu de culte jouxtera de façon dominante à la fois la cathédrale maronite de St Georges et un espace commémoratif qui lui est consacré et qui abrite sa tombe. Enfin, cette tendance à marquer physiquement son territoire et à visualiser symboliquement son pouvoir est également présente dans la construction d'une résidence de dimensions palatiales. Si en élisant domicile à Qoraytem, Rafiq Hariri exprime sa rivalité aux Salam – installés à Mossaytbeh, Saad Hariri marquera son accession aux commandes de la dynastie par un déménagement vers une résidence somptueuse nommée *Bayt al-wasat* (Center House), au cœur historique de Beyrouth.<sup>22</sup>

### ***Partie III: dynasties dynamiques***

Si cet exercice comparatif permet de mettre en exergue certaines similitudes entre deux dynasties importantes, il va de soi qu'à elles seules ces historiques familiales ont une valeur explicative limitée. C'est pourquoi il faut, dans la partie finale de cette discussion, essayer d'inclure quelques cas de figure supplémentaires permettant de compléter notre compréhension des dynamiques dynastiques au Liban. Il apparaît alors que le phénomène est certainement pas limité –ni à une communauté religieuse, ni à une période précise, ni à une région particulière.

#### ***Les protagonistes***

Si l'on s'en tient à une sélection d'acteurs pertinents dans le Liban de l'après-guerre, on constate que des dynasties existent dans pratiquement chacune des communautés confessionnelles majeures du Liban: Salam, Hariri, Karami (sunnites), Gemayel, Eddé, Frangieh, Chamoun, Lahoud (maronites), Arslan, Jumblatt (druzes), Murr, Tueni, (grecs-orthodoxes), Osseiran, Zein, Asaad, Hamadi (chiite), Pharaon, Sehnaoui (grecs-catholiques). En d'autres termes, le phénomène dynastique est un phénomène transconfessionnel.

---

<sup>21</sup> E. Bonne, *Vie publique, patronage et clientèle*, p. 98.

<sup>22</sup> W. Vloeberghs, « A Building of Might and Faith: Rafiq al-Hariri and the Muhammad al-Amin Mosque. On the Political Dimensions of Religious Architecture in Contemporary Beirut », Thèse de doctorat en science politique, Université de Louvain, 2010.

Il s'agit aussi d'une donne socio-politique partagée à travers l'entièreté du territoire libanais puisque les familles dynastiques susmentionnées proviennent de tous les gouvernorats (*muhafaza*) et d'une très grande diversité de districts (*qaza*) : les Jumblatt du Chouf, les Karami de Tripoli, les Gemayel du Metn, les Eddé du Kesrouan, les Franjeh de Zghorta, les Asaad de Marjayoun, les Osseiran de Zahrani, les Hamadi de la Bekaa, les Salam de Beyrouth et les Hariri de Saida.

Plusieurs de ces dynasties politiques libanaises représentent les vestiges d'un univers largement révolu depuis Taëf et, surtout, depuis que Hariri a fait monter les enchères de la participation politique. Jadis incontournables au sein d'une société d'époque ottomane ou mandataire fortement hiérarchisée (par le rang social, par les rapports interfamiliaux, par l'accès à la propriété, par l'appartenance communautaire) et dominée par quelques familles de notables qui concentraient la grande majorité des avoirs et des pouvoirs, bien des dynasties politiques ont perdu de leur influence au cours de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle et ce malgré la survie d'une oligarchie marchande.<sup>23</sup> Il convient ici d'insister sur un point essentiel : en dépit des attaches parfois très profondes aux liens familiaux et communautaires, ces grandes familles se sont fréquemment engagées dans des alliances politiques et parfois même dans des unions matrimoniales qui dépassent les clivages confessionnels.<sup>24</sup>

Cet air de déclin relatif n'empêche que certaines maisons traditionnelles ont su s'adapter tant bien que mal aux contraintes du temps. C'est ce qui explique la survie politique d'une famille comme celles des Jumblatt, probablement la plus célèbre des dynasties politiques libanaises.<sup>25</sup> Elle en est aujourd'hui à sa cinquième génération (Bechir, Said, Fouad, Kamal, Walid) au moins, avec une sixième relève prévue en la personne de Taymour, fils aîné de Walid né en 1982. Cette longévité est enviée par d'autres familles politiques comme les Gemayel (trois générations : Pierre ; Amine/Bachir ; Pierre, Samy/Nadim), les Karami (trois générations : Abdel Hamid, Rachid/Omar, Faysal) ou les Franjeh (trois générations : Suleiman, Tony, Suleiman) qui toutes (et à chacune de ces générations) ont pourvu le Liban de ministres.

Ces exemples prouvent que les dynasties ne sont pas liées à une seule faction sociétale ni à une période spécifique de l'histoire politique du pays. Qui plus est, l'on assiste à la veille des législatives de 2013 à l'émergence d'une nouvelle garde. Outre les exemples de Taymour Jumblatt, de Faysal Karami et de Ahmad Hariri déjà évoqués, l'on peut citer les exemples de Nicolas Sehnaoui (ministre des télécommunications depuis 2011, fils de l'ancien ministre Maurice Sehnaoui), de Michel Mouawwad (fils de l'ancien président René et de l'ancienne députée Nayla Mouawwad), de Charbel Sleimane (fils de l'actuel président Michel Sleimane), de Joe Hobeiqa (fils de l'ancien ministre Elie Hobeiqa), de Ziad Khalil (fils de l'ancien ministre Anwar Khalil), de Neemat Frem (fils de l'ancien ministre Georges Frem), de Ibrahim Azar (fils de l'ancien député Samir Azar), de Malek Abi Nasr (fils du député Neematallah Abi Nasr) et de Toni Franjeh (fils de l'ancien ministre Suleiman Franjeh).<sup>26</sup> Plus rare mais tout sauf inexistant, les femmes succèdent parfois à leur père (Leila Solh, Nayla Tueni, Tracy Chamoun), frère (Bahia Hariri) ou époux (Nazira Jumblatt, Sethrida Geagea, Nayla Mouawwad, Solange Gemayel).

---

<sup>23</sup> Voir : Fawwaz Traboulsi, *A history of Modern Lebanon*, London : Pluto, 2007. Voir aussi : Kamal Dib, *Warlords and Merchants. The Lebanese Business and Political Establishment*, Reading : Ithaca Press, 2006.

<sup>24</sup> A ce sujet, voir : Hanna Ziadeh, *Sectarianism and Intercommunal Nation-Building in Lebanon*, London: Hurst, 2006.

<sup>25</sup> Voir : <http://www.moukhtara.net/jumblat.htm> [consulté le 26 mai 2013].

<sup>26</sup> Voir : Nadine el-Ali, « Political dynasties » in NOW. [en ligne], publié le 8 novembre 2012 [consulté le 10 mai 2013], URL : [https://now.mmedia.me/lb/en/2013elections/political\\_dynasties](https://now.mmedia.me/lb/en/2013elections/political_dynasties).

Cette énumération montre qu'au Liban, les dynasties ne sont pas l'apanage d'un seul parti politique. Cette observation doit néanmoins être nuancée car toutes les composantes de la société libanaise ne participent pas de la même façon au phénomène dynastique. De fait, certains partis politiques reposent plus que d'autres sur des dynasties politiques. Ainsi, les Kataeb, les Marada, le PSP et le Mustaqbal sont des véritables bastions familiaux – respectivement des Gemayel, Franjieh, Jumblatt et Hariri- alors que d'autres partis politiques, en particulier les partis chiites Hezbollah et Amal (et les trois partis arméniens ?), sont nettement moins travaillés par des dominances familiales.

Ceci ne veut pas dire pour autant que les histoires familiales et de succession n'affectent pas ces partis. L'on peut se demander si l'absence de politiciens dynastiques au sein du Hezbollah n'est pas un choix raisonné, une autre façon de pratiquer la distinction (morale, sociale, éthique) chère à l'élite religieuse chiite.<sup>27</sup> Or, si le Hezbollah est parmi les rares formations politiques où les noms de famille des élites traditionnelles sont moins fréquents, cela n'empêche les préférences de familles influentes sur le terrain d'avoir un impact réel sur les stratégies politiques du parti. Comme l'a montré Daher pour la Bekaa nord, des jeux complexes d'alliances historiques et d'ingénierie électorale sont déployés au niveau local et des liens de parenté à différents échelons (familles, clans, branches) affectent profondément l'adhésion ou non de l'électorat à un parti comme le Hezbollah. Cette réalité complexifie donc l'image du Hezbollah comme « un parti idéologique ambitionnant un ralliement à sa cause qui transcenderait les référents claniques, familiaux et locaux »<sup>28</sup> mais qui, pour des raisons de survie politique, s'est trouvé obligé de composer avec des logiques partisans, claniques et confessionnelles. Ce qui relance le débat sur les ressources.

### *Les ressources*

Ce qui précède montre clairement que la meilleure ressource possible pour fonder et alimenter un pouvoir dynastique dans le contexte libanais est un prédécesseur charismatique avec un mandat politique –de préférence exécutif et inscrit dans la durée. Un mandat législatif est également une ressource précieuse puisque l'on a pu calculer qu'à elles seules, 26 familles ont occupé un tiers des sièges de députés entre 1920 et 1975.<sup>29</sup> Aujourd'hui, au sein du parlement 2009-2013, 36 sur 128 députés, soit plus d'un tiers, sont apparentés à travers une descendance directe (frère, sœur, fils ou petit fils) ou indirecte mais proche (cousin, conjoint) à des personnalités politiques libanaises.

D'autres types de mandats de la fonction publique (administrations et agences ministérielles, forces de sécurité, entreprises étatiques,...) mais aussi des postes dans le secteur privé de l'économie servent également de ressource indispensable au maintien du pouvoir politique des dynasties et, dès lors, l'obtention, la distribution et le contrôle de cette manne fait l'objet de luttes acharnées entre elles. Il faut dire que la structure du système politique libanais –tant au niveau des nomination de fonctionnaires que sur le plan des lois électorales- est marqué par une forte culture consociative et un partage communautaire des pouvoirs qui facilite voire

---

<sup>27</sup> Voir : Sabrina Mervin, « Charisme et distinction : l'élite religieuse chiite » in F. Mermier & S. Mervin (dirs.), *Leaders et partisans au Liban*, IFPO – Karthala, 2012, p. 321-351.

<sup>28</sup> Aurélie Daher, « Le Hezbollah face aux clans et aux grandes familles de la Bekaa-Nord : les élections municipales de 2004 dans la ville de Baalbek » in F. Mermier & S. Mervin (dirs.), *Leaders et partisans au Liban*, IFPO – Karthala, 2012, p. 419-433, citation p. 421.

<sup>29</sup> Dominique Lagarde & Scarlett Haddad, « Les grandes familles » in *L'Express.fr* [en ligne], publié le 7 mars 2005 [consulté le 3 octobre 2012], URL : [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/les-grandes-familles\\_486731.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/les-grandes-familles_486731.html).

exige parfois la mainmise de certaines élites sur les ressources disponibles.<sup>30</sup> Certains observateurs ont ainsi identifié la pratique politique qui a émergée après Taëf (et qui consiste à une répartition systématique des parts (*mukhasasa*) entre les principaux acteurs) comme une incitation directe au renforcement de l'ordre établi –avec toutes les dérives possibles.<sup>31</sup>

Il apparaît donc clairement que, dans le contexte du Liban où le système politique est caractérisé par une compétition vive et régulière à l'heure des législatives, les familles politiques ont intérêt à manier plusieurs outils d'influence à la fois. Comme on l'a vu, les associations, prône à l'instrumentalisation politique, peuvent servir de plateforme utile aux dynasties. Sans surprise, il en va de même pour les partis politiques : le meilleur exemple en est le Mustaqbal, ce parti politique dormant créé par Rafiq Hariri et ravivé, réorganisé par Saad Hariri après son arrivée à la tête de la dynastie avec l'aide de son cousin Ahmad (secrétaire-général) et de Fouad Siniora (confident de Rafiq Hariri, plusieurs fois ministre, premier ministre de deux cabinets) comme piliers actifs de ce mouvement regroupant d'autres anciens collaborateurs de son père.

Ceci étant, il faut être capable en tant que dynastie de continuer à alimenter les dépenses engendrées par le statut et par les relations clientélistes que doit entretenir un représentant digne d'une dynastie politique. Lorsqu'on a accès aux bénéfices d'un mandat législatif ou exécutif ceci est moins laborieux que lorsque la famille est tenue (même périodiquement) à l'écart de ce genre d'avantages. C'est pourquoi presque toutes les dynasties politiques au Liban disposent de fonds propres et d'intérêts économiques plus ou moins divers et facilement recouvrables. Or, il est fréquent que les lois de l'alternance politique font qu'un jour le patrimoine familial peut être dilapidé pour une raison ou une autre. Ainsi, l'éruption d'une crise, la disparition d'un allié, le basculement des alliances, l'arrivée soudaine d'un concurrent ou une gestion hasardeuse des biens familiaux peuvent avoir des conséquences catastrophiques sur le destin d'une dynastie politique. Tammam Salam a vécu de près comment sa famille a été supplantée par la montée en puissance de Rafiq Hariri. Plus récemment, Saad Hariri a été gêné considérablement dans sa gestion des affaires politiques par des troubles financiers persistants.

Si tous deux survivent actuellement, c'est d'une part parce que leurs familles disposent d'autres ressources encore et, d'autre part, en raison d'un cadre politique favorable aux dynasties politiques. Outre dans le capital politique et économique, les membres de ces généalogies peuvent puiser aussi dans le capital symbolique de leur famille. Celui-ci comporte des dimensions charismatiques (talents oratoires ou médiatiques, proximité du quartier,...), historiques (exploitation commémorative d'un héritage, rappel des sacrifices d'un aïeul,...), religieuses (œuvres pieuses, parrainage de lieux de culte, dignitaires religieux apparentés ou alliés,...) et patrimoniales (infrastructure publique, résidences, statues,...).

Le fait même que ce type de ressources fonctionne, indique à quel point le contexte sociétal y est favorable et réceptif. En effet, la grande confiance placée dans l'institution familiale au Liban témoigne du fait que l'appartenance familiale joue un rôle au moins aussi important que les solidarités confessionnelles. La préférence de nombreux citoyens libanais pour les membres d'une famille politique ayant prouvée ses mérites dans le passé procède non seulement d'une aspiration à la stabilité, la continuité et la cohérence, mais aussi d'une capacité (réelle ou imaginaire) de recourir à un accès direct en cas de nécessité.

---

<sup>30</sup> Khalil al-Jammal, *Les liens de la bureaucratie libanaise avec le monde communautaire*, Paris : L'Harmattan, 2005.

<sup>31</sup> Reinoud Leenders, *Spoils of truce. Corruption and State Building in Postwar Lebanon*, Ithaca : Cornell UP, 2012.

Dans cet esprit, tout type de rivalité, qu'elles soit plutôt locale (Zgharta vs Ehden), historique (Yamani vs Qaysi), partisane (Forces Libanaises vs Kataeb), clanique (frères vs cousins), communautaire (maronites vs orthodoxes) ou régionale (Chouf vs Hasbaya) peut aisément servir de levier d'opposition.<sup>32</sup> Au besoin, ces antagonismes subtils mais profonds peuvent également constituer la base pour opérer un rapprochement quelconque.

Vu ces multiples ressources et étant donné les nombreuses conditions favorables à la présence de dynasties au Liban, il ne doit pas étonner, enfin, que ce phénomène n'est pas exclusivement un fait politique. La récurrence des mêmes familles dans les sphères supérieures au Liban n'est certainement pas limitée au monde politique. Bien d'autres domaines de la société libanaise et notamment les sphères économique et artistique sont caractérisées par la concentration des connaissances, des possessions et des décisions au sein d'une communauté de privilégiés héréditaires.

Il s'agit-là d'une observation importante car cet état des choses rend délicat toute tentative de délimitation exhaustive des dynasties politiques au Liban. D'une part, certaines familles jouissent d'une grande influence politique mais demeurent des acteurs économiques relativement modestes. D'autre part (et plus fréquent), le pouvoir politique de certaines familles libanaises est plutôt limité alors que leur poids dans la vie économique est très considérable. Cependant, la plupart des dynasties politiques libanaises opte pour une stratégie de complémentarité : les grandes dynasties occupent en effet des postes à responsabilité politique mais sont également présentes de façon significative dans les activités industrielles et commerciales du pays (Jumblatt, Hariri, Gemayel, Tuéni,...). Il semble en effet difficile de démêler l'un de l'autre à long terme. Cette position de force permet naturellement aux dynasties de jouer simultanément sur les deux registres, politique et économiques, ce qui renforce tant leur pouvoir que leur prestige dans la société libanaise.

C'est pourquoi cette contribution ne peut être qu'une invitation à une analyse plus fine qui permettrait d'approfondir davantage les mécanismes de transmission du pouvoir politique d'une génération à l'autre au sein d'une même famille appartenant à « l'élite politiquement pertinente »<sup>33</sup> en accordant davantage d'attention à la perméabilité entre les types d'activités et aux interpénétrations entre les institutions décisionnelles et les structures de pouvoir politique et économique au Liban.

Sur base des réflexions préalables nous pouvons cependant dégager deux types de consolidation du pouvoir familial parmi les dynasties politiques libanaises. Si toutes les dynasties prennent bien soin de désigner clairement un successeur politique, certaines familles choisissent d'unir toutes leurs forces pour sécuriser la survie politique de la famille à travers un seul personnage longuement préparé à la tâche (le cas des Jumblatt) alors que d'autres semblent davantage parier sur une plus large participation familiale au pouvoir (Hariri, Gemayel,...), soit par nécessité pour afin d'accommoder les demandes de branches rivales au sein de la famille, soit par souci de sécurité afin de remédier en cas de disparition inopinée du successeur désigné. Il semblerait alors que, plus une dynastie compte de générations politiques, plus elle opte pour une stratégie verticale et plus une dynastie est récente, plus elle adopte une stratégie horizontale. Il s'agit là seulement d'une ébauche d'hypothèse qui reste à corroborer.

---

<sup>32</sup> Voir, par exemple : Olfa Lamoum, « Quand la guerre ritualisée est au service de la passion partisane. Football et élections au Liban » in M. Catusse, K. Karam & O. Lamoum (dirs.), *Métamorphose des figures du leadership au Liban*, IFPO, 2011, p. 135-153.

<sup>33</sup> Le terme est tiré de : Rola El-Husseini, "Lebanon: Building Political Dynasties" in V. Perthes (ed.), *Arab Elites. Negotiating the Politics of Change*, Boulder: Lynne Rienner, 2004, p. 239-266.

## *Conclusion*

Depuis l'instauration du système politique libanais actuel, c'est-à-dire la république parlementaire en 1943, l'on compte un nombre impressionnant de dynasties politiques. Ce constat reste pertinent après le réaménagement institutionnel de Taëf en 1989 et il demeure d'actualité en 2013, à la veille des élections législatives. La fréquence de dynasties politiques est frappante tout au long de l'histoire du Liban et mérite davantage d'attention.

Dans cette contribution, je me concentre essentiellement sur les dynasties politiques, c'est-à-dire celles qui ont transmis le pouvoir d'un mandat politique d'au moins une génération à une autre et qui jouent un rôle d'importance dans le Liban de l'après-guerre. En dressant le profil de deux cas d'études ciblés, à savoir la famille Salam (établie depuis un siècle et demi) et la famille Hariri (qui n'en est qu'à sa deuxième génération), on constate beaucoup de convergences et quelques divergences dans la gestion des ressources à leur disposition. Si le cas de la famille Hariri, une des dernières venues dans le paysage dynastique libanais, permet d'observer la mise en place d'un pouvoir, le cas des Salam permet d'observer comment se cultive et se conserve le pouvoir politique familial dans un système politique concurrentiel.

De ce qui précède et en élargissant un peu le champ d'analyse, il apparaît d'emblée qu'une classification de dynasties en fonction de la confession n'a pas de sens puisqu'on en trouve dans toutes les communautés. Ceci met en exergue les limites de lectures confessionnelles du paysage libanais où les attaches familiales sont très fortes. Ensuite, malgré la récurrence de certaines ressources (notamment les activités associatives et les intérêts économiques importants), il devient évident que le pouvoir politique des dynasties politiques est souvent enraciné dans d'autres types d'intervention sociétales et dans des formes de capital symbolique (charismatique, religieux, historique). Il apparaît aussi que le phénomène des dynasties au Liban n'est pas limité au domaine politique.

On a parfois entendu dire que le pouvoir dynastique au Liban était en déclin, du moins pour les familles traditionnelles, à l'issue de la guerre. Cette contribution permet de questionner une telle affirmation. Du moins faut-il la nuancer par le constat que certaines familles traditionnelles ont pu se réinventer et que des acteurs nouveaux ont su imposer de nouvelles généalogies. Actuellement, certains évoquent même l'émergence d'une nouvelle garde de représentants politiques dynastiques au Liban. Il nous semble dès lors permis de conclure en constatant que l'image qui apparaît en est une où les dynasties libanaises sont, aujourd'hui, plus que jamais dynamiques.

## BIBLIOGRAPHIE

- K. AL-JAMMAL, *Les liens de la bureaucratie libanaise avec le monde communautaire*, Paris : L'Harmattan, 2005.
- J. BERQUE & D. CHEVALLIER (dirs.), *Les arabes par leurs archives (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris: CNRS éditions, 1976.
- E. BONNE, *Vie publique, patronage et clientèle. Rafic Hariri à Saïda*, Beyrouth : CERMOC, 1995.
- M. CATUSSE, K. KARAM & O. LAMLOUM (dirs.), *Métamorphose des figures du leadership au Liban*, IFPO, 2011.
- J. DÄLKEN, *La concurrence des légitimités au Liban Sud actuel à l'exemple des familles de zu'ama traditionnels el-Zein et el-Assaad*, Mémoire en Politique comparée, IEP Paris, 2009.
- H. DEKMEJIAN, *Patterns of Political Leadership: Lebanon, Israel, Egypt*, Albany, NY : SUNY Press, 1975.
- K. DIB, *Warlords and Merchants. The Lebanese Business and Political Establishment*, Reading : Ithaca Press, 2006.
- R. EL-HUSSEINI, *Pax Syriana. Elite Politics in Postwar Lebanon*, Syracuse UP, 2012.
- M. JOHNSON, "Factional Politics in Lebanon: The Case of the 'Islamic Society of Benevolent Intentions' (*al-maqa'sid*) in Beirut" in *Middle Eastern Studies*, Vol.14, No.1 (Jan. 1978), p. 56-75.
- M. JOHNSON, *Class and Client in Beirut: The Sunni Muslim Community and the Lebanese State 1840-1985*, Ithaca Press, 1986.
- S. KASSIR, *Histoire de Beyrouth*, Paris: Fayard, 2003.
- A. KNUDSEN & M. KERR (eds.), *Lebanon. After the Cedar Revolution*, London : Hurst, 2012.
- R. LEENDERS, *Spoils of truce. Corruption and State Building in Postwar Lebanon*, Ithaca : Cornell UP, 2012.
- F. MERMIER & S. MERVIN (dirs.), *Leaders et partisans au Liban*, IFPO – Karthala, 2012.
- R. NABA, *Hariri. De père en fils*, Paris : L'Harmattan, 2009.
- V. PERTHES (ed.), *Arab Elites. Negotiating the Politics of Change*, Boulder: Lynne Rienner, 2004.
- S.Y. SAQR, *'Â'ilât hakamat Lubnân*, Beirut: al-Markaz al-'Arabî lil-ma'alûmât, 2008.
- J. SKOVGAARD-PETERSEN, « The Sunni Religious Scene in Beirut » in *Mediterranean Politics*, Vol. 3, No. 1 (Summer 1998), pp. 69-80.
- F. TRABOULSI, *A history of Modern Lebanon*, London : Pluto, 2007.
- W. VLOEBERGHES, « The Hariri Political Dynasty after the Arab Spring », in *Mediterranean Politics*, Vol. 17, Nr 2 (July 2012), p. 241-248.
- H. ZIADEH, *Sectarianism and Intercommunal Nation-Building in Lebanon*, London: Hurst, 2006.